

Hamas et Fatah s'accordent pour organiser des élections palestiniennes "d'ici six mois"

Les mouvements palestiniens rivaux, le Fatah laïc et le Hamas islamiste, ont annoncé, jeudi, s'être entendus sur l'organisation "au cours des six prochains mois" des premières élections palestiniennes depuis 2005. Cette annonce intervient, alors que les factions palestiniennes tentent d'unir leurs forces pour contrer la normalisation des relations entre Israël et des pays du Golfe.

Le mouvement islamiste Hamas et le Fatah, son rival laïc, se sont entendus, jeudi 24 septembre, sur l'organisation "d'ici six mois" des premières élections palestiniennes en quinze ans, dans un contexte marqué par une volonté "d'union" contre la normalisation des relations entre Israël et des pays arabes.

"Nous nous sommes mis d'accord pour la tenue en premier lieu des élections législatives, puis de l'élection du président de l'Autorité palestinienne et enfin du conseil central de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) au cours des six prochains mois", a indiqué à l'AFP Jibril Rajoub, un haut responsable du Fatah.

Un cadre du Hamas, Saleh al-Arouri, a confirmé à l'AFP cette entente intervenue au terme de rencontres en Turquie entre le Fatah, à la tête de l'Autorité palestinienne basée à Ramallah en Cisjordanie occupée, et le Hamas, au pouvoir dans la bande de Gaza.

Deux mouvements à couteaux tirés

"Nous sommes parvenus cette fois à un vrai consensus (...), les divisions ont causé du tort à notre cause nationale et nous travaillons à y mettre fin", a indiqué Saleh al-Arouri lors d'un entretien téléphonique depuis Istanbul.

La dernière élection présidentielle palestinienne remonte à 2005. À l'époque, le successeur de Yasser Arafat à la tête du Fatah, Mahmoud Abbas, aujourd'hui âgé de 84 ans, avait remporté le scrutin avec 62 % d'appuis et dirige depuis l'Autorité palestinienne.

Un an plus tard, le Hamas avait remporté les législatives mais ces résultats avaient envenimé les relations entre les deux camps, au point de mener à des affrontements armés et à la prise de contrôle en 2007 de la bande de Gaza par le mouvement islamiste. Jusqu'à récemment, les deux mouvements sont restés à couteaux tirés.

Selon une rare enquête d'opinion ces derniers mois du Centre de recherche palestinien sur la politique et les sondages (PCPSR), le chef du Hamas Ismaël Haniyeh devancerait Mahmoud Abbas en cas d'élections.

Mahmoud Abbas, qui avait à plusieurs reprises promis la tenue d'élections au cours de la dernière décennie, n'a pas indiqué, jeudi, s'il allait être candidat à sa propre succession.

Normalisation

L'OLP, signataire des accords de paix d'Oslo avec Israël, regroupe de nombreuses factions palestiniennes, y compris le Fatah, mais pas le Hamas. Or, l'accord commun de jeudi, qui prévoit des élections à la direction de l'OLP, suggère toutefois que le Hamas pourrait joindre ce regroupement.

Preuve d'une réconciliation en vue entre les deux mouvements rivaux, des dirigeants des deux groupes doivent accorder jeudi soir des interviews communes sur les chaînes Palestine TV, basée en Cisjordanie, et Al-Aqsa, dans la bande de Gaza, ont indiqué à l'AFP des sources concordantes.

Cette annonce intervient, alors que les factions palestiniennes ont amorcé récemment un dialogue dans l'espoir d'unir leurs forces pour contrer la normalisation des relations entre Israël et des pays du Golfe, parmi lesquels les Émirats arabes unis.

Les Palestiniens avaient qualifié de "coup de poignard dans le dos" les accords de normalisation, et critiqué certains pays arabes à l'heure où Israël et les États-Unis tentent de convaincre d'autres pays de la région de marcher dans les pas des Émirats et de Bahreïn.

Jusqu'à récemment, la résolution du conflit israélo-palestinien était considérée comme une condition sine qua non pour une normalisation des relations entre les pays arabes et Israël, qui occupe notamment la Cisjordanie et Jérusalem-Est depuis plus de 50 ans.

La Turquie et l'Iran, deux pays musulmans non arabes, ont été les opposants les plus acerbes sur les accords de normalisation, qualifiés de "trahison".

Téhéran entretient des relations avec des groupes islamistes armés de Gaza mais moins avec l'Autorité palestinienne.

La Turquie, elle, "ambitionne de mener la défense de la cause palestinienne", estimant que les pays arabes et l'Occident ne la défendent pas assez, avait récemment indiqué à l'AFP Gallia Lindenstrauss, de l'Institut national de recherches sécuritaires de Tel-Aviv.